

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3570/GR-HA
ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3570/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
Lettre d'Accompagnement et Résumé	
Description du Programme	1 – 3
Objectifs et Étendue de l'Audit	3 – 7
Résultats de l'Audit	7 – 9
États Financiers	
Rapport des Auditeurs Indépendants	10 – 12
États des Flux de Trésorerie	13
États des Investissements Cumulés	14
Notes afférentes aux États Financiers	15 – 24
Annexe I – État des Soldes Budgétaires	
Annexe II – Réconciliation des registres comptables avec l' « OPS »	
Annexe III – Tableau des Engagements	
Annexe IV – Tableau des matériels et équipements	
Structure de Contrôle Interne	
Rapport des Auditeurs Indépendants	25 – 27
Relevé des Faiblesses Constatées	28 – 37
Suivi des Recommandations de l'Exercice Antérieur	38 – 39
Lettre de Représentation de l'UCE-MTPTC	

**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3570/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS**

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021

Le 21 janvier 2022

Monsieur Gaëtan Youance, Ing.
Coordonnateur
Unité Centrale d'Exécution (UCE)
Ministère des Travaux Publics, Transports et
Communications (MTPTC)
En ses bureaux
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Coordonnateur,

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti-V, géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3570/GR – HA, qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021, de l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, ainsi que d'un résumé des principales conventions comptables importantes et tous autres renseignements explicatifs du Programme. La Direction de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du MTPTC est responsable de ces états financiers.

I. DESCRIPTION DU PROGRAMME

L'Unité Centrale d'Exécution (UCE) est une cellule du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) chargée de gérer le projet intitulé « Programme de Réhabilitation et d'Entretien Routiers » suite à une demande du Gouvernement Haïtien auprès de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), et suite à un accord

d'assistance technique ayant permis la préparation du projet, la BID a consenti à l'octroi d'un Financement Non Remboursable No.3570/GR-HA pour un montant total de **US \$ 65,000,000**. Cet accord constitue l'unique source de financement du projet sur une période de cinq (5) ans. La date du dernier décaissement par la BID est prévue pour le 25 novembre 2022.

Ce programme contribue à la stratégie de développement rural du Gouvernement Haïtien.

Les objectifs spécifiques du Projet sont:

- . de faciliter l'intégration des régions rurales isolées à la communauté nationale ;
- . d'améliorer l'accès des populations rurales aux services sociaux de base ;
- . d'appuyer l'activité économique rurale en facilitant le transport des marchandises, et
- . de contribuer au développement du tourisme en facilitant l'accès aux sites d'intérêt.

L'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) a été désignée comme l'organisme d'exécution du programme, chargée de l'implantation des trois (3) composantes suivantes:

- **Composante 1: Travaux Publics et Supervision**

Cette composante financera l'exécution de projets éligibles dans le cadre d'un Programme à Travaux Multiples (PTM). Parmi les activités spécifiques, se trouvent : (i) les travaux de réhabilitation, d'amélioration et/ou d'entretien sur le réseau national du transport, (ii) la mitigation des impacts environnementaux et sociaux ; et (iii) la supervision des travaux publics par des firmes spécialisées.

- **Composante 2 – Renforcement du secteur de l'infrastructure routière**

Cette composante financera: (i) l'acquisition de l'équipement et des fournitures pour l'entretien nécessaires pour la réalisation des activités d'entretien ; (ii) la mise en place d'un système de gestion pour l'Unité d'Entretien du MTPTC ; (iii) la formation du personnel de cette Unité d'Entretien ; (iv) la mise en œuvre de campagnes pour la sécurité routière, et (v) la formation de femmes à des travaux de construction et d'entretien.

- **Composante 3 – Études de conception technique et socio-environnementales et Administration**

Cette composante financera: (i) l'administration des travaux et services par l'Unité Centrale d'Exécution; (ii) le suivi et l'évaluation; (iii) les études sectorielles, les conceptions techniques et les évaluations de l'impact environnemental et social à réaliser pour de futures opérations; et (iv) les audits socio-environnementaux et financiers du Projet.

Le coût total du programme s'élève à **cinquante millions de dollars américains (US \$ 65,000,000)** et est financé sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque. Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

Composantes		Budget alloué - BID
1.-	<i>Travaux publics et supervision</i>	\$ 57,810,418
1.1	Travaux de réhabilitation et d'entretien	34,925,864
1.2	Mitigation socio-environnementale et compensations	14,945,274
1.3	Supervision des travaux	7,939,279
2.-	<i>Renforcement du secteur d'infrastructure routière</i>	\$ 380,047
2.1	Équipement et fournitures pour l'entretien	-
2.2	Système de gestion de l'entretien	-
2.3	Formation du personnel de l'Unité d'entretien	261,638
2.4	Sécurité routière et intégration du genre	118,409
3.-	<i>Études de conception technique et socio-environnementales et administration</i>	\$ 6,809,535
3.1	Administration UCE	4,066,593
3.2	Suivi et évaluation	326,201
3.3	Conceptions techniques et études socio-environnementales	2,109,968
3.4	Audits financiers et environnementaux	306,772
TOTAL		\$ 65,000,000

II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consistait à réaliser l'audit des états financiers Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti-VI, financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3570/GR-HA et géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit (NIA) et aux Directives pour la préparation des rapports financiers et des Audits Externes des Opérations Financées par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ces normes exigent: (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité Centrale d'Exécution UCE), ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit étaient les suivants :

- A.** Exprimer une opinion sur l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021 du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - V, géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement Non Remboursable No. 3570/GR-HA et déterminer si les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les transactions effectuées sur ces fonds, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement et aux principes comptables applicables.
- B.** Analyser et évaluer le système de contrôle interne afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité Centrale d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.
- C.** Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles, puis formuler des recommandations pour leur amélioration.
- D.** Effectuer des sondages afin de déterminer si l'UCE du MTPTC a respecté, à tous égards importants, les termes de l'Accord de Financement et les Lois et Règlements Applicables, incluant les clauses de nature financière et comptable. Les cas importants de non-conformité et toutes les indications d'actes illégaux identifiés devront être reportés.
- E.** Effectuer le suivi des recommandations de l'audit antérieur.

PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de Financement ainsi qu'aux Lois et Règlements applicables:

Système et registres comptables

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables et à se conformer aux exigences de la Banque et à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaire.

- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Programme et que les paiements ont été enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Programme.
- Nous nous sommes assurés que le système d'archivage comptable du Programme est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

Rentrées de fonds/Encaissements

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés par la BID et le Gouvernement Haïtien durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021.
- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables de l'Unité Centrale d'Exécution.
- Nous avons réconcilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés aux comptes désignés du Programme.

Dépenses de Programme/Décaissements

- Nous avons révisé les dépenses de projet sur base de sondages pour nous assurer qu'elles sont conformes aux termes du contrat de financement signé entre la BID et le Gouvernement Haïtien.
- Nous avons vérifié que les paiements sont adéquatement enregistrés au système comptable du programme et aux registres financiers, selon des autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget de l'Accord de Financement;
- Nous avons examiné la documentation d'appui aux paiements retracés au niveau des requêtes justificatives et des requêtes de paiement direct afin de nous assurer de sa fiabilité et de son adéquation par rapport aux montants relatifs aux investissements ou dépenses de programme.
- Nous nous sommes assuré que les paiements effectués dans les cas des contrats de construction et de supervision sont en accord avec les clauses contractuelles.
- Nous avons révisé les procédures d'achat dans le cas des dépenses administratives afin de nous assurer qu'elles sont conformes à de saines pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non , que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues ;
- Nous révisé les rapports d'avancement des travaux des firmes de supervision afin de nous assurer du respect des délais de finition des travaux ;

- Nous nous sommes assuré que les paiements déjà déterminés inéligibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de programme.

Passation de marchés

- Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de services durant la période. La révision du processus de passation de marchés couvre les étapes suivantes: lancement du marché, publication, analyse, attribution, négociation, signature du contrat, demande de Non Objection, exécution et paiement.
- Nous nous sommes assuré que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marchés (PPM) et que les paiements prévus au contrat signé ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.
- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marchés relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marchés, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archivage des dossiers est ordonnée et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.

Honoraires des consultants

- Nous avons révisé les procédures de sélection des consultants et leur conformité aux normes prescrites par la BID.
- Nous avons révisé, sur base de sondages, les contrats signés avec les consultants, afin de nous assurer de la conformité des paiements effectués avec les termes des contrats, particulièrement en matière de soumission de rapports et du respect des termes de l'Accord.

Généralités

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Programme afin d'acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Programme et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l'Accord de Financement.

- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de justification de fonds qui sont présentées à la BID et déterminer si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.

V. RÉSULTATS DE L'AUDIT

États des Fonds Reçus et Décaissements Effectués et des Investissements Cumulés

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des faits mentionnés dans le paragraphe sur le « Fondement de l'Opinion avec Réserve » totalisant un montant de \$ 119, 373, les états financiers du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - V, géré par l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3570/GR – HA, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021, présentent fidèlement, à tous égards importants, les Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021, ainsi que les Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement non Remboursable et aux principales conventions comptables décrites à la note 2.

Fondement de l'opinion avec réserve

Tel que reflété à la note 9 relative au suivi des dépenses récusées et des différences inexpliquées, les états financiers au 30 septembre 2021 comportent ce qui suit:

Dépenses récusées pour un montant total de	\$ 116,102
Différence non expliquée entre les dépenses aux livres et l'OPS	2,511
Différence non expliquée au solde de l'encaisse	<u>760</u>
Total	<u>\$ 119,373</u>

Structure de Contrôle Interne

Nous avons analysé et évalué le système du contrôle interne, ainsi que les risques de contrôle de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) afin de déterminer l'étendue des procédures d'audit à appliquer pour nous permettre d'émettre une opinion sur les états financiers du Programme et non dans le but de fournir une assurance sur la structure de contrôle interne de l'UCE-MTPTC. L'UCE-MTPTC à titre d'agent fiduciaire et financier, a la responsabilité d'établir et de maintenir une structure de contrôle adéquate.

Notre évaluation du contrôle interne de l'UCE-MTPTC a permis de révéler des lacunes, qui à notre avis, pourraient constituer des faiblesses pouvant empêcher la Direction de l'UCE-MTPTC d'enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la Direction figurant aux états financiers. Ces lacunes portent sur ce qui suit :

Gestion Financière:

- Certaines dépenses ne sont pas supportées par des justificatifs adéquats et ne sont pas soumises à la BID dans les délais contractuels (Constatation No. 1)
- Le registre auxiliaire pour le suivi des cautions bancaires et des avances de démarrage maintenu par l'UCE-MTPTC n'est pas complet (Constatation No. 2)
- La production des états financiers n'est pas paramétrée sur ACCPAC (Constatation No. 3)
- Le registre d'équipements maintenu par l'UCE-MTPTC ne spécifie pas toutes les informations requises (Constatation No.4)

Gestion budgétaire et Suivi Technique des activités mises en œuvre:

- Le Plan d'Opération Annuel n'a pas été soumis (Constatation No 5)
- Des défaillances ont été constatées suite à la visite d'inspection (Constatation No.6)

Structure Organisationnelle :

- Le poste de Responsable Technique n'est pas pourvu (Constatation No. 7)

Système Informatique:

- Il n'existe pas de plan de sauvegarde des données hors-site (Constatation No. 8)

Ressources Humaines:

- Certaines taxes ne sont pas prélevées sur les employés (Constatation No. 9)

Suivi des recommandations de l'exercice antérieur

La Direction de l'UCE-MTPTC a pris certaines mesures correctives suite aux recommandations faites au précédent rapport d'audit. Le suivi de l'état de la mise en œuvre de ces recommandations est présenté dans la section pertinente de ce rapport.

Commentaires de la Direction

Le présent rapport a été discuté avec la Direction de l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC) qui a soumis ses commentaires inscrits aux sections appropriées sur la structure de contrôle interne.

Rapport d'assurance raisonnable sur la structure de contrôle interne

Nous avons également procédé à l'audit du système de contrôle interne de l'UCE-MTPTC et de l'AE-MTPTC, afin d'émettre une opinion sur la conformité de la conception et de l'efficacité opérationnelle du système de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Les résultats de notre audit sont présentés dans un rapport sur l'évaluation du système de contrôle interne émis en date du 21 janvier 2022. Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers.

Experts Conseils et Associés
Comptables Agréés



**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3570/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS**

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Monsieur Gaëtan Youance, Ing.
Coordonnateur
Unité Centrale d'Exécution (UCE)
Ministère des Travaux Publics, Transports et
Communications (MTPTC)
En ses bureaux
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Coordonnateur,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - V, géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3570/GR – HA, qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 et de l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021.

À notre avis, à l'exception des faits mentionnés dans le paragraphe sur le « Fondement de l'Opinion avec Réserve », les états financiers ci-joints du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V présentent fidèlement, à tous égards importants, les encaissements et les décaissements effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la clause 5.03 de l'Accord de Financement conclu entre le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et au Manuel destiné à la préparation des rapports financiers et à la gestion de l'audit externe des opérations financées par la BID et à la note 2.

Fondement de l'opinion avec réserve

Tel que reflété à la note 9 relative au suivi des dépenses récusées et des différences inexplicables, les états financiers au 30 septembre 2021 comportent ce qui suit :

Dépenses récusées pour un montant total de	\$ 116,102
Différence non expliquée entre les dépenses aux livres et l'OPS	2,511
Différence non expliquée au solde de l'encaisse	<u>760</u>
Total	<u>\$ 119,373</u>

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - V, No. 3570/GR-HA, conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - V No. 3570/GR – HA, de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées dans l'Accord de Don susmentionné. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics Transports et Communications (MTPTC) et à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - V No. 3570/GR – HA et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cependant ce document peut devenir un document public, auquel cas sa distribution ne sera pas limitée. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'Accord de Financement non Remboursable No. 3570/GR – HA, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Programme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Programme.

Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Autre observation

Les états financiers au 30 septembre 2020 ont été audités par une autre firme d'audit dont le rapport, en date 31 mars 2021, exprimait une opinion avec réserve sur les états financiers pour un montant de \$ 420,738 ainsi constitué :

	Montants
Dépenses récusées non justifiées	\$ 417,467
Différence non expliquée	2,511
	<hr/> 419,978
Différence non expliquée au solde de l'encaisse	760
	<hr/> \$ 420,738

Experts Conings & Oussouli
 Experts Conseils et Associés
 Comptables Agréés
 16, Route du Canapé-Vert, Juvénat
 Pétion-Ville, le 21 janvier 2022



PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V

13

GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSALBE NO. 3570/GR – HA

ÉTATS DES FONDS REÇUS ET DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

		Pour les exercices terminés aux 30 septembre	
	Notes	2021	2020
Fonds Reçus			
Financements cumulés au début d'exercice		\$ 34,426,713	\$ 27,068,693
Financements au cours de l'exercice			
Avance de fonds	(Note 5)	7,000,000	-
Palements directs	(Note 5)	8,368,218	7,358,020
		15,368,218	7,358,020
Total des Fonds Reçus en fin d'exercice		49,794,931	34,426,713
Décaissements Effectués			
Décaissements cumulés au début d'exercice		34,388,890	24,215,860
Décaissements au cours de l'exercice			
Palements directs	(Notes 5)	8,368,218	7,358,020
Justification des fonds avancés	(Note 6)	2,771,819	2,767,102
Dépenses effectuées non encore soumises	(Note 7)	1,166,645	10,381
Dépenses récusées par la BID	(Notes 6 et 9)	31,692	39,322
Différence non expliquée		-	(1,795)
		12,338,374	10,173,030
Total des Décaissements Cumulés en fin d'exercice		46,727,264	34,388,890
Excédent des Fonds Reçus sur les Décaissements Effectués		3,067,667	37,823
Différence non expliquée		-	(760)
Encaisse, à la fin de l'exercice	(Note 3, 4)	\$ 3,067,667	\$ 37,063


 Ing Gaëtan Youance
 Coordonnateur


 Frantz Edouard Prinston
 Directeur Financier

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3570/GR – HA
ÉTATS DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS

Au 30 septembre 2021

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

Composantes et Catégories d'Investissements	Investissements Cumulés au 30 septembre 2020	Investissements de l'exercice terminé au 30 septembre 2021	Investissements cumulés au 30 septembre 2021
1. Travaux Publics et Supervision			
Travaux publics:			
1.1 Réhabilitation et entretien	\$ 18,408,560	\$ 8,485,787	\$ 26,894,347
1.2 Mitigation socio-environnementale et compensation	8,223,165	629,269	8,852,434
Supervision des travaux	3,292,498	1,278,812	4,571,310
	29,924,223	10,393,868	40,318,091
2. Renforcement Secteur de l'Infrastructure Routière			
2.1 Système de gestion de l'entretien	-	-	-
2.2 Formation Unité d'Entretien	43,638	-	43,638
2.3 Sécurité Routière et Intégration Genre	118,409	-	118,409
	162,047	-	162,047
3. Études et Conception Technique, Études Socio Environnementale et Administration			
3.1 Administration	2,088,834	1,747,927	3,836,761
3.2 Suivi-évaluation	273,053	40,431	313,484
3.3 Conception technique, études socio-environnementales	1,837,765	92,876	1,930,641
3.4 Audit financier et environnemental	102,968	63,271	166,239
	4,302,620	1,944,505	6,247,125
TOTAL	\$ 34,388,890	\$ 12,338,373	\$ 46,727,264

Ing Gaëtan Youance
Coordonnateur

Frantz Edouard Prinston
Directeur Financier

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3570/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Description du Programme

L'Unité Centrale d'Exécution (UCE-MTPTC) est une cellule du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) chargée de gérer le projet intitulé « Programme de Réhabilitation et d'Entretien Routiers » suite à une demande du Gouvernement Haïtien auprès de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), et suite à un accord d'assistance technique ayant permis la préparation du projet, la BID a consenti à l'octroi d'un Financement Non Remboursable No.3570/GR-HA pour un montant total de **US \$ 65,000,000**. Cet accord constitue l'unique source de financement du projet sur une période de cinq (5) ans. La date du dernier décaissement par la BID est prévue pour le 25 novembre 2022.

Ce programme contribue à la stratégie de développement rural du Gouvernement Haïtien.

Les objectifs spécifiques du Projet sont:

- . de faciliter l'intégration des régions rurales isolées à la communauté nationale ;
- . d'améliorer l'accès des populations rurales aux services sociaux de base ;
- . d'appuyer l'activité économique rurale en facilitant le transport des marchandises, et
- . de contribuer au développement du tourisme en facilitant l'accès aux sites d'intérêt.

L'Unité Centrale d'Exécution (UCE-MPTC) a été désignée comme l'organisme d'exécution du programme, chargée de l'implantation des trois (3) composantes suivantes:

- **Composante 1: Travaux Publics et Supervision**

Cette composante financera l'exécution de projets éligibles dans le cadre d'un Programme à Travaux Multiples (PTM). Parmi les activités spécifiques, se trouvent : (i) les travaux de réhabilitation, d'amélioration et/ou d'entretien sur le réseau national du transport, (ii) la mitigation des impacts environnementaux et sociaux ; et (iii) la supervision des travaux publics par des firmes spécialisées.

- **Composante 2 – Renforcement du secteur de l'infrastructure routière**

Cette composante financera: (i) l'acquisition de l'équipement et des fournitures pour l'entretien nécessaires pour la réalisation des activités d'entretien ; (ii) la mise en place d'un système de gestion pour l'Unité d'Entretien du MTPTC ; (iii) la formation du personnel de cette Unité d'Entretien ; (iv) la mise en œuvre de campagnes pour la sécurité routière, et (v) la formation de femmes à des travaux de construction et d'entretien.

- **Composante 3 – Études de conception technique et socio-environnementales et Administration**

Cette composante financera: (i) l'administration des travaux et services par l'Unité Centrale d'Exécution ; (ii) le suivi et l'évaluation ; (iii) les études sectorielles, les conceptions techniques et les évaluations de l'impact environnemental et social à réaliser pour de futures opérations ; et (iv) les audits socio-environnementaux et financiers du Projet.

Le coût total du programme s'élève à **cinquante millions de dollars américains (US \$ 65,000,000)** et est financé sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque. Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

Composantes		Budget alloué - BID
1.-	<i>Travaux publics et supervision</i>	\$ 57,810,418
1.1	Travaux de réhabilitation et d'entretien	34,925,864
1.2	Mitigation socio-environnementale et compensations	14,945,274
1.3	Supervision des travaux	7,939,279
2.-	<i>Renforcement du secteur d'infrastructure routière</i>	\$ 380,047
2.1	Équipement et fournitures pour l'entretien	-
2.2	Système de gestion de l'entretien	-
2.3	Formation du personnel de l'Unité d'entretien	261,638
2.4	Sécurité routière et intégration du genre	118,409
3.-	<i>Études de conception technique et socio-environnementales et administration</i>	\$ 6,809,535
3.1	Administration UCE	4,066,593
3.2	Suivi et évaluation	326,201
3.3	Conceptions techniques et études socio-environnementales	2,109,968
3.4	Audits financiers et environnementaux	306,772
TOTAL		\$ 65,000,000

2. Principales Conventions Comptables

De l'avis de la Coordination de l'UCE-MTPTC, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après :

Base de présentation

Les états financiers et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse conformément aux dispositions de l'Accord de Financement et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

Les retenues de garantie sont présentées net des avances à l'état des investissements.

Financements

Les financements présentés aux états financiers sont constitués des paiements directs et des avances de fonds décaissées par la BID sur un compte spécial domicilié à la Banque de la République d'Haïti (BRH).

Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, et services. Ils sont présentés à titre d'information.

Monnaies

Les livres sont tenus en dollars américains et les états financiers sont présentés dans la même monnaie.

Les paiements en gourdes sont décaissés en dollars à leur valeur équivalente en gourdes selon le taux de change communiqué par la Banque de la République d'Haïti (BRH) aux différentes dates des transactions, qui ont varié de HTG 63.6820 à HTG 98.8713 pour un dollar américain durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti-III, exécuté par l'UCE-MTPTC, sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés et sur les contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.

3. Encaisse

Aux 30 septembre 2021 et 2020, le solde de l'encaisse du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V, Accord de Financement Non Remboursable No. 3570/GR-HA se présente comme suit :

	Au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2020
BRH - Dollars	\$ 3,062,982	\$ 36,039
Fonds de Roulement	3,684	-
Petite Caisse	1,001	1,024
	<u>\$ 3,067,667</u>	<u>\$ 37,063</u>

4. Réconciliation des Mouvements sur les Comptes Désignés au 30 septembre 2021

Les soldes des comptes désignés au 30 septembre 2021 se résument comme suit:

Solde des comptes désignés au 30 septembre 2020	\$ 37,063
Avances reçues durant la période audité	7,000,000
Païements directs de la période	<u>8,368,218</u>
Fonds disponibles sur les comptes spéciaux	15,405,281
Dépenses totales de la période audité	<u>(12,338,373)</u>
Différence inexplicée	<u>760</u>
Solde des comptes désignés au 30 septembre 2021	<u>\$ 3,067,667</u>

5. Financements BID

Au 30 septembre 2021, la BID a décaissé 76.60% de sa contribution au Programme. Les contributions décaissées se présentent comme suit :

	Au 30 septembre 2020	Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Avances de Fonds	\$ 16,000,000	\$ 7,000,000	\$ 23,000,000
Païements directs	<u>18,426,713</u>	<u>8,368,218</u>	<u>26,794,931</u>
	<u>\$ 34,426,713</u>	<u>\$ 15,368,218</u>	<u>\$ 49,794,931</u>

Les avances de fonds et paiements directs décaissés durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021 sont les suivants:

Requêtes Avances de fonds

Requête No 64	- 25 novembre 2020	Avance de fonds	\$ 3,000,000
Requête No 88	- 30 août 2021	Avance de fonds	<u>4,000,000</u>
Total Requêtes Avances de Fonds			<u>\$ 7,000,000</u>

Requêtes Paiements Directs

Requête No 58	- 6 octobre 2020	Paiement Direct	\$ 236,191
Requête No 59	- 27 octobre 2020	Paiement Direct	49,999
Requête No 60	- 4 novembre 2020	Paiement Direct	40,500
Requête No 61	- 4 novembre 2020	Paiement Direct	75,494
Requête No 62	- 13 novembre 2020	Paiement Direct	531,248
Requête No 63	- 13 novembre 2020	Paiement Direct	758,784
Requête No 64	- 13 novembre 2020	Paiement Direct	148,488
Requête No 65	- 30 novembre 2020	Paiement Direct	38,090
Requête No 66	- 10 décembre 2020	Paiement Direct	819,842
Requête No 67	- 21 janvier 2021	Paiement Direct	74,494
Requête No 68	- 1er février 2021	Paiement Direct	109,584
Requête No 69	- 26 février 2021	Paiement Direct	66,547
Requête No 70	- 18 mars 2021	Paiement Direct	882,906
Requête No 71	- 20 avril 2021	Paiement Direct	65,348
Requête No 72	- 23 avril 2021	Paiement Direct	838,854
Requête No 73	- 29 avril 2021	Paiement Direct	194,370
Requête No 74	- 7 mai 2021	Paiement Direct	68,523
Requête No 75	- 25 juin 2021	Paiement Direct	636,772
Requête No 76	- 25 juin 2021	Paiement Direct	68,523
Requête No 77	- 8 juillet 2021	Paiement Direct	478,488
Requête No 78	- 29 juillet 2021	Paiement Direct	68,523
Requête No 79	- 28 août 2021	Paiement Direct	46,974
Requête No 80	- 13 septembre 2021	Paiement Direct	990,691
Requête No 81	- 13 septembre 2021	Paiement Direct	<u>1,078,985</u>
Total Requêtes Paiements Directs			<u>\$ 8,368,218</u>

6. Justification des Fonds Avancés et Paiements Directs durant l'exercice

Le montant des dépenses justifiées durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021, s'élève à \$ 2, 771, 819. Ces dépenses ont été présentées aux requêtes de justification suivantes :

Requête de justification No 81	\$	1,283,351
Requête de justification No 84		157,859
Requête de justification No 87		342,667 ⁽¹⁾
Requête de justification No 86		931,297
Requête de justification No 90		88,336
		<u>2,803,511</u>
Dépenses récusées		<u>(31,692)</u>
	\$	<u><u>2,771,819</u></u>

⁽¹⁾ La requête de justification No 87 a été soumise pour un montant total de \$ 342, 667 dont des dépenses d'un montant de \$ 31, 692 ont été récusées par la BID.

7. Dépenses Effectuées non encore Soumises

Au 30 septembre 2020, les dépenses effectuées non encore soumises à la BID totalisaient un montant de \$ 4, 235,670. Ces dépenses ont été soumises aux requêtes de justification Nos. 59, 62, 65, 84 et 90, d'où un solde de dépenses non encore soumises relatives aux exercices antérieurs de \$ 326,764.

Durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021, des dépenses totalisant un montant de \$12, 338,373 ont été encourues dont \$ 8, 368,218 sur base de paiements directs et \$2, 803,511 sur base de justification d'avances de fonds.

Ainsi, au 30 septembre 2021, les dépenses effectuées non encore soumises s'élèvent à un montant de \$ 1, 493,408.

Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2020	\$	4,235,670
--	----	-----------

Dépenses de l'exercice 2018-2019 soumises aux requêtes de justification suivantes:

Requête de justification No 62	(921,660)	
Requête de justification No 65	<u>(180,821)</u>	<u>(1,102,481)</u>

Dépenses de l'exercice 2019-2020 soumises aux requêtes de justification suivantes:

Requête de justification No 59	(1,388,543)	
Requête de justification No 62	(1,180,679)	
Requête de justification No 65	(233,420)	
Requête de justification No 84	(2,150)	
Requête de justification No 90	<u>(1,632)</u>	<u>(2,806,424)</u>
Solde des dépenses non encore soumises des exercices antérieurs		<u>\$ 326,764</u>

Dépenses effectuées au cours de l'exercice sous audit	\$ 12,338,373
Dépenses soumises durant l'exercice sous audit:	
Dépenses soumises pour justification (Note 6)	(2,803,511)
Requêtes de Paiements Directs (Note 5)	<u>(8,368,218)</u>
Dépenses non encore soumises de l'exercice en cours	<u>\$ 1,166,644</u>
Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021	<u>\$ 1,493,408</u>

8. Avances en Attente de Justification

Au 30 septembre 2020, le solde des avances en attente de justification totalisait un montant de \$ 4, 774,361 Ce montant a été ramené à \$ 4, 679,688 au 30 septembre 2021:

Solde des avances à justifier au 30 septembre 2020	\$ 4,774,361
Avances de fonds enregistrées au cours de l'exercice:	<u>7,000,000</u>
Avances disponibles	<u>11,774,361</u>
Justification d'avance au cours de l'exercice:	
Requête de justification No 59	(1,248,181)
Requête de justification No 62	(2,072,847)
Requête de justification No 65	(411,016)
Requête de justification No 68	(587,027)
Requête de justification No 81	(1,283,351)
Requête de justification No 84	(160,009)
Requête de justification No 87	(310,976)
Requête de justification No 86	(931,297)
Requête de justification No 90	<u>(89,968)</u>
	<u>(7,094,672)</u>
Solde des avances à justifier au 30 septembre 2021	\$ <u>4,679,688</u>
Avances en attente de justification présentée à l'OPS	\$ <u>4,679,688</u>

Le solde des avances en attente de justification au 30 septembre 201 d'un montant de \$ 4, 679,688 est ainsi constitué:

Encaisse (Note 3)	\$ 3,067,667
Dépenses effectuées non encore soumises à la BID (Note7)	1,493,408
Dépenses de l'exercice récusées par la BID (Note 9)	31,692
Dépenses de l'exercice 2019-2020 récusées par la BID (Note 9)	84,410
Différence non expliquée au 30 septembre 2021	<u>2,511</u>
Soldes des avances à justifier au 30 septembre 2021	\$ <u>4,679,688</u>

9. Dépenses récusées au 30 septembre 2021 et différences non expliquées au 30 septembre 2021

Au 30 septembre 2021, les dépenses récusées totalisent un montant de \$ 116, 102 ainsi constitué :

Exercices	Requêtes	Dépenses Soumises	Dépenses Acceptées	Dépenses Récusées
2019	Requêtes Nos 22, 26 et 68	\$ 36,196	\$ 36,196	\$ -
2020	Requêtes Nos 43 et 68	462,161	415,757	46,404
2020	Requêtes Nos 59 et 68	1,388,543	1,383,255	5,288
2020	Requête No 62	2,102,339	2,072,847	29,492
2020	Requête No 65	414,242	411,016	3,226
2021	Requête No 86	342,668	310,976	31,692
		<u>\$ 4,746,149</u>	<u>\$ 4,630,047</u>	<u>\$ 116,102</u>

La requête No 68 regroupe des dépenses récusées d'un montant de \$ 588,343 qui ont été resoumises à la BID. De ce montant, des dépenses totalisant \$ 587,027 ont été acceptées et \$ 1,316 ont été récusées à nouveau.

Les dépenses récusées et différences non expliquées se résument comme suit au 30 septembre 2021:

Dépenses récusées pour un montant total de	\$ 116,102
Différence non expliquée entre les dépenses aux livres et l'OPS	2,511
Différence non expliquée au solde de l'encaisse	760
Total	<u>\$ 119,373</u>

10. État des Soldes Budgétaires

L'État des Soldes Budgétaires est présenté à l'Annexe I.

11. Réconciliation par Catégories d'Investissement entre les Registres du Programme et l' OPS (Operational and Financial Executive Summary) de la BID

La réconciliation de l'OPS de la BID avec les registres comptables du Programme est présentée à l'Annexe II.

12. Engagements

Au 30 septembre 2021, le solde des engagements contractés dans le cadre du Programme s'élève à un montant de \$ 19, 773,802 dont les détails sont présentés à l'Annexe III.

13. Évènements Extraordinaires

Avec l'appui de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), de l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) et du Trésor Public, le Gouvernement de la République d'Haïti par le biais du Ministère des Travaux Publics du Transport et des Communications a entrepris la construction de la Route Nationale No 7 reliant les Cayes à Jérémie. La route coupe la pointe ouest de la presqu'île du Sud sur une longueur d'environ 90 kilomètres entre le carrefour Quatre chemins aux Cayes et le carrefour Bac à Jérémie. Elle traverse le massif de la Hotte du nord au sud, dans une zone d'épaisses formations rocheuses relativement boisée. Cet important ouvrage routier qui a débuté un peu plus de 10 ans auparavant a pu être achevé en juin 2021.

Juste après la réception provisoire des travaux par le MTPTC, soit le 14 août 2021, un séisme de magnitude 7.2 sur l'échelle de Richter a frappé la région Sud d'Haïti provoquant d'importants dégâts dans les départements du Sud, des Nippes et de la Grand'Anse. De nombreux bâtiments publics (hôpitaux, écoles, hôtels, églises, maisons) ont subi des dommages ou se sont effondrés. Les infrastructures routières n'ont pas été épargnées. Les constats suivants ont été effectués dans le cadre de la visite du site :

- Entre les Cayes (carrefour 4 chemin) et Marceline, sur un tronçon de 20 kilomètres plusieurs éboulements de terrain ont été constatés. De ce fait, il faut non seulement une intervention rapide sur ce tronçon en vue de nettoyer les fossés encombrés par les déblais issus des éboulements, mais aussi des travaux de stabilisation des talus afin d'arrêter les éboulements.
- Entre Marceline et Beaumont, sur un tronçon de 30 km, plusieurs interventions sont nécessaires, parmi lesquelles : curage des fossés, déblaiement de la chaussée, stabilisation de talus, réparation et construction de murs de soutènement en gabion et maçonnerie, reprise partielle de la couche de fondation et le revêtement de la chaussée par endroit, reconstruction de quelques murs en bord de route ou il n'y a pas de talus.
- Entre Beaumont et Jérémie, les dégâts sont mineurs, parmi lesquels : une partie du tablier du pont de roseau a bougé de 8 à 10 cm environ, quelques têtes de butée à réparer et des fossés à curer.
- Selon le constat de l'équipe technique de l'audit, il faut reprendre le revêtement de la chaussée sur près de deux kilomètres.

Suite à cette catastrophe, le Gouvernement de la République d'Haïti, avec l'aide de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) souhaite effectuer les réparations nécessaires pour remettre la route en état.

14. Évènements Subséquents

En préparant les états financiers, la Direction de l'UCE-MTPTC a examiné tous les évènements connus qui ont pris place entre le 30 septembre 2021 et le 21 janvier 2022, date à laquelle les états financiers et les notes complémentaires ont été émis.

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3570/GR-HA

ÉTATS DES SOLDES BUDGÉTAIRES

Au 30 septembre 2021

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

Composantes et Catégories d'Investissements	BUDGET	INVESTISSEMENTS	SOLDES
		CUMULÉS	BUDGÉTAIRES
		AU 30 SEPTEMBRE 2021	AU 30 SEPTEMBRE 2021
1. Travaux Publics et Supervision			
Travaux Publics:			
1.1 Réhabilitation et entretien	\$ 34,925,864	\$ 26,894,347	8,031,517
1.2 Mitigation socio-environnementale et compensation	14,945,275	8,852,434	6,092,841
Supervision	7,939,279	4,571,310	3,367,969
	57,810,418	40,318,091	17,492,327
2. Renforcement Secteur de l'Infrastructure Routière			
2.1 Système de gestion de l'entretien	-	-	-
2.2 Formation Unité d'Entretien	261,638	43,638	218,000
2.3 Sécurité Routière et Intégration Genre	118,409	118,409	-
	380,047	162,047	218,000
3. Études et Conception Technique, Études Socio			
Environnementale et Administration			
3.1 Administration	4,066,594	3,836,761	229,833
3.2 Suivi-évaluation	326,201	313,484	12,717
3.3 Conception technique, études socio-environnementales	2,109,968	1,930,641	179,327
3.4 Audit financier et environnemental	306,772	166,239	140,533
	6,809,535	6,247,125	562,410
TOTAL	\$ 65,000,000	\$ 46,727,263	\$ 18,272,737

ANNEXE II

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3570/GR-HA
RÉCONCILIATION DE L'OPS DE LA BID AVEC LES REGISTRES COMPTABLES DU PROGRAMME

Au 30 septembre 2021

(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

Composantes et Catégories d'Investissements		BUDGET	DÉPENSES ACCEPTÉES	DÉPENSES EFFECTUÉES NON ENCORE SOUMISES	DÉPENSES RÉCUSÉES	DIFFÉRENCE NON EXPLIQUÉE	DÉPENSES TOTALES AU 30 SEPTEMBRE 2021	DÉPENSES PRÉSENTÉES À L'OPS	DIFFÉRENCES
1. Travaux publics et Supervision		\$ 61,100,000	\$ 39,282,387	\$ 967,765	\$ 67,356	\$ 583	\$ 40,318,091	\$ 39,282,387	\$ 1,035,704
2. Renforcement Secteur de l'Infrastructure Routière		2,600,000	162,047	-	-	-	162,047	162,047	-
3. Études et Conception Technique, Études Socio-Environnementales et Administration		1,300,000	5,670,808	525,643	48,746	1,928	6,247,125	5,670,808	576,317
TOTAL		\$ 65,000,000	\$ 45,115,242	\$ 1,493,408	\$ 116,102	\$ 2,511	\$ 46,727,263	\$ 45,115,242	\$ 1,612,021 ⁽¹⁾

(1) La différence de \$ 1,612,021 est constituée:

· des dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021 d	\$ 1,493,408
· des dépenses récusées des exercices antérieurs de:	84,410
· des dépenses récusées de l'exercice	31,692
· d'une différence non expliquée	2,511
	<u>\$ 1,612,021</u>

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3570/GR-HA

TABLERAU DES ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2021

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

Composantes	Description	Numéro des marchés	Entrepreneurs/prestataires	Montants contrat signés	Montants décaissés	Solde des engagements
1 Travaux de réhabilitation et d'entretien	Réhab RN7: Cayes-Jérémie	HAB1466	Estrella SRL	\$ 24,717,196	\$ 22,908,614	\$ 1,808,582
2 Travaux de réhabilitation et d'entretien	Réhabilitation Plaisance - Camp Coq/Avenant 6		Estrella SRL	7,428,668	1,485,734	5,942,935
3 Mitigation socio-environnementale et compensations	Compensations Plaisance/Camp Coq			4,185,485	3,900,758	284,727
4 Mitigation socio-environnementale et compensations	Expropriations RN1 (Ennery-Plaisance)			3,370,751	2,049,732	1,321,018
5 Mitigation socio-environnementale et compensations	Compensations RN1 (Ennery-Plaisance)			2,981,786	1,139,801	1,841,985
6 Mitigation socio-environnementale et compensations	Notaire / Expropriations RN1		Paul Duvot	7,609	1,891	5,718
7 Supervision des Travaux	Supervision des Travaux			8,583,387	4,571,310	4,012,077
8 Supervision des Travaux	Supervision Route Nationale # 7	HAA6484	Egis-Compac	3,358,426	3,309,407	49,018
9 Supervision des Travaux	Supervision Camp Coq		AC&A	4,354,379	391,320	3,963,059
10 Formation du personnel de l'Unité d'Entretien	Formation du personnel de l'Unité d'Entretien			82,193	43,638	38,555
11 Formation du personnel de l'Unité d'Entretien	Formation FIDIC jaune /Tour de controle Aérop		Egis International	82,193	43,638	38,555
12 Administration	Matériels informatiques			35,000	31,569	3,431
13 Administration	Perdiem			62,300	50,403	11,897
14 Administration	Personnel			2,688,637	2,607,637	81,000
15 Administration	Personnel Expropriations RN1			332,978	314,244	18,735
16 Administration	Publicité			17,500	13,547	3,953
17 Administration	Electricité			18,500	17,818	682
18 Administration	Carburant			27,500	26,494	1,006
19 Administration	Location de véhicule			15,000	13,366	1,634
20 Administration	Fournitures piec & acc Matériels roulants			30,000	29,615	385
21 Administration	Fournitures piec & acc mater elec, tech, mec			25,000	19,266	5,734
22 Administration	Fourn entr, outils, inst menager			250	72	178
23 Administration	Entretien et reparation vehicule			51,314	49,959	1,355
24 Administration	Entretien et reparation materiels de bureau			9,500	7,016	2,484
25 Administration	Mat et outil tech, électrique et mecanique			13,500	8,260	5,240
26 Administration	Depenses de la petite caisse			10,000	6,998	3,002
27 Administration	Spots promotionnels		Radio Scoop FM	11,364	111	11,253
28 Administration	Entretien de climatiseurs		P&P Appliance	45,810	35,850	9,960
29 Administration	Archivage Electronique des dossiers	HAA7594	Pierre Michel Hervé Guillite	18,000	7,200	10,800
30 Administration	Mise en place de courriels professionnels	HAB1618	Solutions S.A	8,012	5,609	2,404
31 Administration	Frais et Commissions			18,500	17,578	922
32 Administration	Implementation systeme Gestion Adm & Financier	HAA7571	Coutilien Piquion	37,920	21,498	16,422
33 Administration	Sports Publicitaires		Expertise	18,548	8,093	10,456
34 Administration	Rémunération intermédiaires			913	913	-
35 Administration	Frais de colloque et de seminaire			8,000	5,115	2,885
36 Conceptions techn et études socio-environnementales	Appui Préparation Spec Techn et DAO		ABRACO	236,901	174,977	61,924
37 Conceptions techn et études socio-environnementales	Appui Préparation Spec Techn et DAO phase 2		ABRACO INGENIERIE SAC	252,431	195,905	56,526
38 Conceptions techn et études socio-environnementales	Consultant/Real Etudes Carref Joffre-P-de-Pax		PEE SA	1,468,399	1,325,094	143,305
TOTAL				\$ 64,613,851	\$ 44,840,049	\$ 19,773,802

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - V
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3570/GR-HA
MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS

Au 30 septembre 2021

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Au 30 septembre 2020	Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Mobiliers et Matériels de Bureau	\$ 5,475	\$ 11,715	\$ 17,190
Équipements Informatiques	110	31,206	31,316
Matériels et équipements	20,864	-	20,864
Véhicules	<u>112,855</u>	<u>-</u>	<u>112,855</u>
TOTAL	<u>\$ 139,304</u>	<u>\$ 42,921</u>	<u>\$ 182,225</u>